

de s'approvisionner ailleurs. A la fin du compte, ce serait l'exportateur canadien qui devrait payer la taxe à l'exportation avec tous les ennuis qu'elle comporte.

L'imposition par le gouvernement américain d'une surtaxe touchant principalement les produits ouvrés montre bien qu'il cherche à fabriquer chez lui la plus grande quantité possible de produits finis. C'est l'intention avouée de M. Nixon d'accroître la productivité de son propre complexe industriel. On parle beaucoup chez nous de la nécessité de transformer toutes nos matières premières en produits finis avant de les exporter. Chaque pays tend vers ce but souhaitable, mais pas toujours possible. Il y a des années, la meunerie canadienne avait un vaste marché d'exportation, mais avec le développement économique des pays importateurs, tant les pays fortement industrialisés que ceux en voie de développement ont voulu moudre le blé qu'ils importaient. C'était chose facile même pour un pays en voie de développement, si bien que les exportations canadiennes de farine ont baissé.

Il n'est pas toujours possible de n'exporter que des produits finis et de traiter nous-mêmes toutes nos matières premières. Le député de Duvernay (M. Kierans) a fait aujourd'hui une observation intéressante. Selon lui, nous ferions beaucoup mieux de garder toutes nos matières premières et toutes nos ressources non renouvelables. Mais le commerce ne se fait pas à sens unique. Je ne me prétends pas spécialiste des questions minières, mais il me semble que les génératrices électrothermales de l'Ontario et du Sud du Québec sont alimentées par du charbon américain, et que les grosses usines d'aluminium du Canada obtiennent la plupart de leurs matières premières de l'étranger. Je pourrais citer bien d'autres exemples.

L'opportunité qu'il y aurait à conserver au Canada les ressources non renouvelables sous toutes leurs formes est matière à discussion. On ne devrait pas rejeter trop légèrement les efforts laborieux des trente dernières années en vue de supprimer les barrières douanières. A mon avis, le gouvernement aurait dû faire preuve de plus d'imagination, et trouver des moyens plus efficaces de résoudre le problème immédiat des répercussions de la surtaxe sur nos exportations.

[Français]

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le président, j'aimerais faire certains commentaires sur le projet de loi présentement à l'étude, ayant pour but de soutenir l'emploi au Canada. Ce bill a été présenté cette semaine pour parler à la situation difficile que nous connaissons au Canada et un peu partout dans le monde.

Il est aussi important, au début, pour justifier les raisons de certains de mes commentaires, de faire une rétrospective des mois passés. Nous reconnaissons tous objectivement que la situation est difficile, et ce à plusieurs points de vue. L'économie est malade non seulement au Canada mais partout dans le monde.

Je devrai dire, de toute façon, que les résultats de la politique en vigueur depuis un, deux ou trois ans n'ont certes pas été aussi brillants qu'on l'avait prévu. Nous avons pensé corriger la situation, mais nous nous rendons compte que c'est difficile. La récente annonce du gouvernement américain rend la chose encore plus difficile pour le gouvernement canadien.

Je dois aussi reconnaître que des efforts louables ont été faits par le gouvernement. Par exemple, le ministère

[M. Ritchie.]

de l'Expansion économique régionale a donné certaines injections de capitaux dans le pays pour la création de nouveaux emplois mais, du même coup, nous n'avons pas réussi à empêcher que des industries disparaissent.

Nous reconnaissons aussi que le chômage est toujours la plaie principale qui afflige le pays à l'heure actuelle.

Il serait peut-être mesquin d'accuser le gouvernement de tous ces maux ou de ne pas reconnaître que les difficultés présentes n'existent pas seulement au Canada, mais à peu près dans tous les pays.

Je crois que se limiter à critiquer les efforts du gouvernement sans proposer de solutions valables, ce serait se limiter à la «politicaillerie».

• (9.00 p.m.)

Reconnaissant que ces difficultés n'existent pas seulement au Canada, je dois reconnaître que le malaise qui prévaut au pays est tout à fait général. En tant qu'administrateurs, je suis d'avis que nous nous devons de travailler avec beaucoup plus d'objectivité et de ne pas nous limiter à critiquer sans offrir de solutions susceptibles de corriger la situation.

J'ai entendu plusieurs discours, et je sais que les partis d'opposition se plaisent, au cours de ce débat, à accuser le gouvernement d'être responsable de tous les maux dont le Canada est actuellement affligé.

Je voudrais profiter de cette occasion pour inviter tous les députés à pratiquer une objectivité dont tous les Canadiens ont besoin. A mon avis, il leur incombe d'analyser le projet de loi à l'étude. Je crois encore plus profondément que, compte tenu des difficultés que nous connaissons, nous devons le faire avec beaucoup plus d'objectivité que nous ne l'avons fait jusqu'ici.

Est-ce que le projet de loi qui nous est présenté est de nature à corriger la situation? Bien peu de députés peuvent le dire. Quant à moi, je ne le peux pas. Nous devons reconnaître quand même que le gouvernement tente de corriger les effets néfastes de la décision américaine en consacrant 80 millions de dollars pour les atténuer.

Il est difficile de dire si tous les secteurs touchés par cette surtaxe de 10 p. 100 auront la garantie d'une aide suffisante. Je sais que certains secteurs, comme l'agriculture, ne sont sûrement pas à négliger. Je crois qu'il faut quand même être assez honnête pour reconnaître que le bill C-176 était, dans une certaine mesure, susceptible d'apporter certaines améliorations.

Ceux qui accusent actuellement le gouvernement de n'avoir rien fait sont probablement ceux qui ont travaillé en vue de retarder l'adoption du bill, afin qu'il reste au stade de la troisième lecture.

Je crois qu'on manque peut-être d'objectivité. Qui pourrait se vanter de posséder la solution aux problèmes actuels? Sur ce, je voudrais dire qu'il serait opportun de s'entendre sur une idée non pas pour sauver le gouvernement, mais pour protéger la population canadienne, qui a besoin d'une législation pouvant lui apporter un mieux-être.

On pourrait dire qu'on a assez souvent recommandé l'adoption de lois contre le chômage. Étant donné la déception qui a suivi l'adoption des projets de loi présentés depuis trois ans, j'avais peut-être raison de réclamer, il y a quelques années, et même l'an dernier encore, une conférence au sommet à laquelle j'aurais voulu voir assister tous les économistes, les industriels, ceux qui ont des responsabilités dans divers organismes canadiens impor-